Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-Emmanuel-Macron-en-visite-au-Creusot

16 octobre 2020

Nucléaire : Emmanuel Macron en visite au Creusot pour soutenir une énergie dépassée

Ce mardi 20 octobre, Emmanuel Macron est attendu à l'usine Framatome du Creusot (Saône-et-Loire) où il pourrait effectuer des annonces sur l'avenir de la filière. Le choix de ce lieu emblématique des scandales de l'industrie nucléaire en dit long sur le soutien inconditionnel du gouvernement à une énergie du passé, qu'il tente de repeindre en vert.

Mise à jour au 26/10 : Initialement prévue le 20 octobre, la visite d'Emmanuel Macron au Creusot est repoussée à une date ultérieure. Des annonces étaient prévues au sujet d'un nouveau porte-avion à propulsion nucléaire. La défense viendrait alors au secours d'une industrie nucléaire en piteux état et en mal de commandes.

Les forges du Creusot, symbole des défaillances de l’industrie nucléaire

L’usine Framatome du Creusot, où des mauvaises pratiques se sont perpétuées pendant des années [1] et où des dossiers de fabrication ont été falsifiés pour couvrir des malfaçons, a été le théâtre de l’un des plus gros scandales touchant l’industrie nucléaire. Nos associations avaient déposé plainte et l’Autorité de sûreté nucléaire avait également saisi la justice. Une instruction est en cours.

En se rendant au Creusot, Emmanuel Macron veut-il faire croire que les phénomènes de fraude et de perte de compétence au sein de l’industrie nucléaire française appartiendraient au passé ? Au vu de la découverte récente d’anomalies sur des pièces provenant d’usines de Framatome et de la persistance au Creusot de certaines mauvaises pratiques évoquées pudiquement dans un récent rapport de l’Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire [2], une telle mise en scène ne doit tromper personne !

Une nouvelle occasion de faire passer le nucléaire pour écologique

Il y a quelques semaines, Emmanuel Macron et son gouvernement ont choisi d’inclure le soutien au nucléaire dans le volet "transition écologique" du plan de relance. La sauvegarde du climat sert de prétexte infondé au sauvetage d’une industrie moribonde. Ce cliché est en décalage total avec la réalité des faits. Alors que l’urgence climatique se fait chaque jour plus pressante, notre pays ne peut pas se permettre de gaspiller des milliards dans une technologie aux retards proverbiaux et dont les coûts ne cessent d’augmenter. La priorité devrait aller aux économies d’énergie et aux énergies renouvelables, bien plus efficaces pour réduire rapidement nos émissions [3], et à une transformation en profondeur de nos modes de production et de consommation.

N’en déplaise à Emmanuel Macron, si prompt à traiter d’"Amish" les personnes qui osent critiquer l’hégémonie de certaines technologies, le nucléaire est une énergie du passé. Continuer de la soutenir à tout prix ne relève pas d’une vision d’avenir, mais d’une croyance aveugle qui enfonce encore plus la France dans l’impasse nucléaire.

En toile de fond, préparer le terrain pour une décision sur de nouveaux EPR

En multipliant les déclarations et les manoeuvres autour du nucléaire "vert", le gouvernement avance des pions pour rendre possible la construction de nouveaux EPR. Pourtant, la mise en service de l’EPR de Flamanville, avant laquelle aucune décision de nouvelle construction n’est officiellement censée advenir, n’aura pas lieu avant 2023 et n’est même pas garantie. Plus qu’un reniement des engagements du gouvernement, il s’agirait d’une insulte aux citoyen.nes, majoritairement opposé.es à la construction de nouvelles centrales [4].

Au regard de l’état de la filière nucléaire et de son niveau d’endettement, alors que l’EPR de Flamanville fournit la preuve flagrante d’une perte de compétence généralisée, relancer la construction de nouveaux réacteurs relèverait d’une fuite en avant aussi dangereuse que ruineuse. La Cour des comptes elle-même appelle à reconsidérer un tel choix, et les citoyen.nes n’ont pas à financer les caprices d’une industrie incapable de penser sa fin. Si, pour le patron d’EDF, l’entreprise doit continuer à construire des réacteurs, *"comme le cycliste doit pédaler pour ne pas tomber", le rôle d’un chef d’État devrait être de lui apprendre à freiner plutôt que de l’encourager à nous emmener toutes et tous dans le mur !*

Contacts presse :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23

Cécile Génot - 06 30 23 52 78

Notes

[1] Voir ce dossier. À la fin 2018, outre la cuve de l’EPR, pas moins de 3861 "écarts", dont 2982 constats d’anomalie, avaient été recensés sur des pièces équipant le parc nucléaire français et provenant de l’usine du Creusot.

[2] Dans un rapport, l’Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire étudie les changements organisationnels mis en place par Framatome suite au scandale dévoilé en 2016. Malgré une approche très euphémisante et une appréciation positive de la plupart des évolutions mises en place, il en ressort qu’il serait bien présomptueux de prétendre que la page est définitivement tournée.

Le rapport mentionne la "*récurrence d’écarts*" ainsi que la persistance de certaines mauvaises pratiques. En cas de découverte d’"écarts", l’usine peut ainsi "*décider de prendre le risque industriel de poursuivre la fabrication d’une pièce. Dans ce cas, le client est préalablement prévenu et FLC prend la responsabilité d’assumer les coûts si le traitement de l’écart proposé n’est pas adéquat*". Malgré la faillite d’un système de contrôle basé sur le postulat de la bonne foi de l’exploitant, on continue de supposer qu’il déclarera de lui-même les problèmes et en informera ses clients !

[3] Comme l’indique le World Nuclear Industry Status Report, au niveau mondial, le coût actualisé de l’électricité des énergies renouvelables est désormais inférieur à celui du nucléaire. Par ailleurs,

le nouveau nucléaire nécessite 5 à 17 ans de temps de construction en plus que le solaire ou l'éolien.

[4] En 2018, 67% des 400 personnes tirées au sort à l'occasion du débat public sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie s'étaient prononcés contre la construction de nouveaux réacteurs.